

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Numéro 21

Juin 2007

Nouvelles mesures en matière d'administration des régimes de retraite entrées en vigueur en 2006

La présente *Lettre* vise à informer les administrateurs de régimes de retraite de certaines mesures qui sont entrées en vigueur à la suite de l'adoption de la *Loi modifiant la [Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment en matière de financement et d'administration](#)* (projet de loi n° 30), le 13 décembre 2006.

Ces nouvelles mesures concernent principalement l'administration des régimes et certaines autres dispositions de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (ci-après appelée la « Loi RCR »). Elles visent notamment à clarifier la responsabilité du comité de retraite et des fournisseurs de services (délégataires, prestataires de services et représentants) et à assurer que les comités de retraite disposeront de renseignements utiles pour exercer leurs fonctions. Elles s'appliquent depuis le 13 décembre 2006, à l'exception des dispositions sur l'indemnisation des membres des comités de retraite, qui ont effet depuis le 14 juin 2006.

Enfin, rappelons que l'obligation du comité de retraite d'établir un règlement intérieur entrera en vigueur le 13 décembre 2007 et que les nouvelles mesures sur le financement des régimes à prestations déterminées et le principe d'équité entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Éclaircissements sur la responsabilité du comité de retraite et des fournisseurs de services

Responsabilité du comité de retraite

Les membres du comité de retraite sont personnellement responsables des décisions du comité. Comme toute personne qui administre des biens pour d'autres, le comité doit agir avec prudence et diligence. Il doit aussi agir avec compétence, honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt des participants et des bénéficiaires.

La Loi RCR prévoit maintenant une **présomption de prudence** en faveur du comité qui agit de bonne foi en fondant ses décisions sur l'avis d'un expert.

Cette nouvelle mesure vise à protéger les membres du comité de retraite en les incitant à demander des conseils avant d'agir, ce qui permettra également d'améliorer la gestion des régimes de retraite.

Pour se prévaloir de cette présomption, le comité de retraite doit s'assurer de choisir un véritable expert et lui donner tous les renseignements nécessaires afin qu'il puisse lui fournir des conseils appropriés.

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Par expert, on entend « une personne en mesure de fournir une opinion de spécialiste sur un sujet donné ».

La présomption prévue à la Loi RCR signifie qu'un comité de retraite qui a agi de bonne foi en fondant sa décision sur l'avis d'un expert n'a pas à faire d'autres preuves pour démontrer qu'il a agi avec prudence. À l'inverse, toute personne qui voudrait poursuivre le comité aurait le fardeau de renverser cette présomption en démontrant que le comité a, à un moment ou l'autre du processus de consultation et de prise de décision, commis une faute. En bref, le comité doit agir en tout temps en personne raisonnable, par exemple en s'assurant de demander des conseils appropriés aux bonnes personnes.

De plus, la Loi RCR prévoit que toute personne qui effectue un placement non conforme à la loi sur la recommandation d'un **expert** n'est pas responsable des pertes résultant du placement (article 180).

Responsabilité du prestataire de services et du représentant

La Loi RCR **assimile à un délégué** le prestataire de services ou le représentant (un mandataire au sens du *Code civil*) qui exerce un **pouvoir discrétionnaire** du comité de retraite.

Un pouvoir discrétionnaire se reconnaît à la liberté d'appréciation, d'action et de décision dont dispose son titulaire. Par exemple, le gestionnaire de fonds qui vend et achète des titres dans le cadre d'un contrat de gestion de portefeuille exerce des pouvoirs discrétionnaires du comité de retraite.

Cette nouvelle mesure vise à clarifier la responsabilité des prestataires de services et des représentants qui posent des gestes sans avoir à obtenir l'autorisation du comité de retraite.

Ainsi, ces personnes ont les mêmes obligations et la même responsabilité qu'aurait eues le comité s'il avait agi lui-même. Elles assument les obligations d'un administrateur du bien d'autrui et doivent agir dans le meilleur intérêt des participants et des bénéficiaires.

Comme pour la délégation, le comité est responsable du soin qu'il a mis à choisir un prestataire de services ou un représentant et à lui donner des instructions, et du suivi qu'il a exercé sur son travail.

Clause d'exclusion ou de limitation de responsabilité

Les fournisseurs de services (délégués, prestataires de services et représentants) ne peuvent exclure ou limiter leur responsabilité. Toute clause à cet effet dans un contrat conclu entre le comité de retraite et un fournisseur de services depuis le 13 décembre 2006 **est nulle**. C'est le cas d'une clause limitant les indemnités que le comité peut réclamer à un fournisseur de services qui cause des dommages à la caisse de retraite.

Dans les contrats terminés ou en vigueur le 13 décembre 2006, une clause de limitation de responsabilité est nulle seulement si elle est **abusive**.

De façon générale, la clause abusive est celle qui confère un avantage excessif au fournisseur de services. Par exemple, pourrait être qualifiée d'abusives la clause dans un contrat qui indiquerait qu'un fournisseur de services n'est aucunement responsable des pertes, dépenses ou dommages et intérêts découlant de l'inexécution de ses obligations. Une telle clause obligerait la caisse de retraite à assumer la totalité des dommages.

Indemnisation des membres du comité de retraite

La Loi RCR établit un principe fondamental, soit l'indemnisation des membres du comité de retraite.

Les membres **qui n'ont pas d'assurance responsabilité**, ou à qui sont reprochés des actes non couverts par leur police d'assurance responsabilité, **et qui n'ont commis aucune faute** ont le droit de se faire rembourser par la caisse de retraite les dommages qu'ils ont subis en raison de l'exercice de leurs fonctions, entre autres les frais juridiques engagés pour leur défense.

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Le terme faute s'entend généralement de « tout manquement à une règle ou à un devoir », par exemple une erreur administrative ou un manquement au devoir de prudence du comité de retraite.

Par ailleurs, s'il y a désistement d'une action en justice entreprise contre les membres, la caisse de retraite devra rembourser les frais juridiques engagés par les membres puisque aucune faute ne leur est imputable.

Lorsque les membres **bénéficient d'une assurance responsabilité**, le comité de retraite **pourra les indemniser** jusqu'à concurrence du montant de la franchise, s'ils n'ont commis aucune faute intentionnelle ou lourde.

La faute intentionnelle est celle qui est commise avec la volonté de causer le préjudice qui en découle ou encore en étant conscient du préjudice qui sera causé ou fort probablement causé. La faute lourde est, selon le *Code civil*, « celle qui dénote une insouciance, une imprudence ou une négligence grossières », par exemple lorsque le comité engage une personne en sachant qu'elle n'a pas les compétences nécessaires.

Le comité de retraite doit agir avec prudence avant de rembourser la franchise. En cas de doute sur la qualification de la faute, il serait préférable qu'il demande un avis juridique. En plus de tenir compte des incidences du remboursement de la franchise sur l'actif de la caisse de retraite, le comité devrait également tenir compte de la situation particulière des membres. Ainsi, il peut être inapproprié de rembourser la franchise lorsque les membres peuvent être indemnisés autrement.

Enfin, s'il y a désistement d'une action en justice, les frais de défense de l'assuré devraient, selon le *Code civil*, être assumés par l'assureur pour un acte couvert par la police.

Les mesures sur l'indemnisation des membres des comités de retraite sont entrées en vigueur le 14 juin 2006. Elles s'appliquent également aux affaires devant le tribunal à cette date.

Mesures pour renforcer l'administration des régimes de retraite

Un ensemble de mesures ont été introduites dans la Loi RCR pour aider le comité de retraite et ses membres à exercer adéquatement leurs fonctions. Ces mesures sont les suivantes :

Choix des fournisseurs de services

La Loi RCR établit clairement que le choix des fournisseurs de services et leur engagement constituent une responsabilité du comité de retraite. Toutefois, le comité peut déléguer cette responsabilité à une autre personne.

Cette règle ne met pas fin aux contrats de services qui étaient en vigueur le 13 décembre 2006 et auxquels le comité de retraite n'était pas partie.

Diffusion de l'information aux membres du comité de retraite

Le **secrétaire du comité de retraite** ou toute personne désignée par le comité doit fournir à chacun des membres les **documents et les renseignements utiles** pour administrer le régime. Ainsi, tous les membres du comité de retraite, peu importe qui les a désignés, recevront l'information nécessaire pour exercer leurs fonctions.

Les membres du comité de retraite ont également le **droit de consulter** tout document concernant le régime et son administration et d'en obtenir une copie. Leur droit d'accès s'applique même aux documents antérieurs à leur entrée en fonction.

La seule restriction prévue à la Loi RCR concerne les renseignements personnels, soit ceux qui portent sur une personne physique et qui permettent de l'identifier. Les membres ne peuvent consulter ces renseignements que s'ils sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, par exemple lorsqu'ils doivent étudier la plainte d'un participant à l'égard du montant de sa rente de retraite.

Le comité de retraite devrait se doter de règles écrites pour s'assurer du respect de ces nouvelles obligations.

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Reddition de comptes par les fournisseurs de services

Les fournisseurs de services doivent remettre au **comité de retraite** les rapports qu'il leur a demandés. Toutefois, les rapports préparés à la demande d'un délégué, d'un prestataire de services ou d'un représentant du comité de retraite doivent être remis à ces personnes. Par exemple, si le délégué du comité de retraite fait préparer l'évaluation actuarielle du régime, le rapport d'évaluation doit être remis au délégué. Rappelons que le comité de retraite doit établir des règles pour que ses délégués, prestataires de services ou représentants lui rendent compte de leur travail.

Le fournisseur de services qui, **dans l'exercice normal de ses fonctions**, a connaissance d'une situation qui peut nuire aux intérêts financiers du régime et qui exige d'être corrigée doit en informer par écrit le comité de retraite. Par exemple, si l'actuaire chargé de préparer le rapport d'évaluation actuarielle constate que les cotisations d'équilibre versées à la caisse de retraite sont inférieures à celles requises selon la dernière évaluation actuarielle, il doit en informer le comité de retraite pour qu'il fasse verser les cotisations manquantes avec les intérêts.

Le comité de retraite ou son délégué doit corriger **sans retard**, c'est-à-dire le plus tôt possible, la situation que lui a signalée le fournisseur de services. Si le comité ou son délégué fait défaut de corriger sans retard la situation, le fournisseur de services doit la divulguer à la Régie des rentes du Québec. Cette obligation de divulgation s'applique même à une personne tenue au secret professionnel¹.

La Loi RCR n'exige pas d'un fournisseur de services qu'il fasse enquête sur des sujets qui vont au-delà des fonctions qui lui ont été confiées ou de sa mission professionnelle.

Diffusion des renseignements communiqués par les autorités gouvernementales

Les fournisseurs de services doivent fournir au comité de retraite tous les documents et les renseignements communiqués par les autorités gouvernementales qui soulèvent des questions sur la conformité du régime ou de son administration avec les lois applicables.

Il pourrait s'agir, par exemple, d'une communication écrite dans laquelle la Régie, un organisme similaire au Canada ou l'Agence du revenu du Canada questionne un fournisseur de services sur la conformité d'un rapport avec une loi existante sans qu'aucune décision n'ait encore été rendue.

Dépenses pour former les membres du comité de retraite

La Loi RCR établit clairement que les dépenses pour former les membres du comité de retraite sont des frais d'administration. Comme ces dépenses découlent de l'exercice de ses fonctions, le comité de retraite a le pouvoir d'engager des frais raisonnables pour former ses membres, même si le régime prévoit que les dépenses d'administration ne sont pas payées par la caisse de retraite, mais par une autre personne.

1. La *Charte des droits et libertés de la personne* prévoit que toute personne tenue au secret professionnel peut être relevée de cette obligation en vertu d'une disposition expresse de la loi.

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Autres dispositions entrées en vigueur le 13 décembre 2006

Renseignements à fournir dans la *Déclaration annuelle de renseignements*

Les renseignements à fournir dans la *Déclaration annuelle de renseignements* ne sont plus prescrits par règlement. Ils seront précisés sur le formulaire de la Régie.

Abolition du processus de révision

Les décisions rendues par la Régie à compter du 13 décembre 2006 ne peuvent être contestées que devant le Tribunal administratif du Québec, dans les 30 jours qui suivent leur notification. L'abolition du processus de révision vise à permettre aux parties d'obtenir une décision définitive plus rapidement.

La Régie conserve cependant son pouvoir de réviser d'office les décisions erronées ou incomplètes. Ce pouvoir est prévu à l'article 26 de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*.

Détermination du degré de solvabilité d'un régime à prestations déterminées

Le degré de solvabilité d'un régime à prestations déterminées doit être établi dorénavant sans tenir compte des droits à cotisation déterminée (article 141). Cette règle s'applique aux rapports d'évaluation actuarielle transmis à la Régie depuis le 13 décembre 2006.

Acquittement des droits à cotisation déterminée dans un régime à prestations déterminées

Dans un régime qui comporte à la fois des droits à cotisation déterminée et des droits à prestations déterminées, et dont l'actif est insuffisant, **les droits à cotisation déterminée sont dorénavant considérés distinctement des droits à prestations déterminées**. Comme les droits à cotisation déterminée ne sont plus pris en considération quand il s'agit d'établir le degré de solvabilité d'un tel régime, les cotisations versées au compte d'un participant ne doivent pas être

réduites pour tenir compte du degré de solvabilité du régime lors d'une **fin de participation individuelle**, d'une **terminaison** de régime ou d'un **retrait** d'employeur d'un régime interentreprises (voir les articles 142 et 218).

Les droits à cotisation déterminée sont les suivants :

- les cotisations volontaires portées au compte d'un participant, avec les intérêts;
- les cotisations salariales et patronales versées au titre de dispositions qui, dans un régime de retraite à prestations déterminées, sont identiques à celles d'un régime à cotisation déterminée, avec les intérêts (par exemple, les cotisations versées dans le volet à cotisation déterminée d'un régime à double volet);
- les sommes portées au compte d'un participant qui proviennent d'un transfert, même non visé par la Loi RCR, avec les intérêts (par exemple, les sommes provenant d'un régime de retraite pour les employés du gouvernement et qui n'ont pas été converties en rente à la date de la cessation de participation active).

À la **terminaison** d'un régime ou lors d'un **retrait d'employeur**, les cotisations non versées doivent être incluses dans la valeur de l'actif du régime ainsi que dans la valeur des droits des participants. Toutefois, ces cotisations ne seront acquittées que si elles sont recouvrées.

De plus, la valeur des droits des participants doit être augmentée des intérêts qui s'y rapportent. Des intérêts doivent être crédités entre la date de terminaison du régime ou de retrait d'un employeur et l'acquittement des droits au taux prévu à l'article 217. Avant le 13 décembre 2006, les intérêts étaient acquittés séparément des droits auxquels ils se rapportaient.

Des règles similaires s'appliquent lors de la scission d'un régime de retraite non solvable qui comporte à la fois des droits à cotisation déterminée et des droits à prestations déterminées. Les droits à cotisation déterminée doivent être transférés intégralement. La somme à transférer au régime d'accueil ne doit pas être réduite pour tenir compte d'une insuffisance d'actif.

La Lettre

Régimes complémentaires de retraite

Rente garantie à la terminaison d'un régime à prestations déterminées

Une rente en paiement à la terminaison d'un régime doit être garantie par un assureur. Or, il arrive que certaines rentes qui comportent des caractéristiques particulières ne soient pas sur le marché. Avant le 13 décembre 2006, la valeur résiduelle de la rente du participant devait être acquittée au moyen d'un transfert. Le comité de retraite doit dorénavant remplacer une rente qui n'est pas sur le marché par une rente d'égale valeur qui comporte des caractéristiques similaires. Si une rente d'égale valeur ne peut être achetée à cause des limites fiscales, la différence entre la rente prévue au régime et celle qui a été garantie par un assureur doit être remboursée au participant.

Par exemple, à la terminaison d'un régime, l'indexation de la rente en paiement est supérieure au taux d'indexation des rentes que les assureurs peuvent garantir en vertu des règles fiscales. Le comité de retraite devra acheter une rente qui comporte une indexation fixe et rembourser au participant la différence entre la valeur de la rente prévue au régime de retraite et celle de la rente achetée auprès de l'assureur. Ces valeurs doivent être établies selon les hypothèses de l'article 61.

Pouvoir réglementaire de la Régie

Le pouvoir de la Régie de prendre des règlements (article 244) a été modifié pour lui permettre notamment :

- de déterminer les attestations et les documents qui doivent accompagner la *Déclaration annuelle de renseignements*;
- d'exiger des droits en cas de retard ou d'omission à remplir certaines formalités dans le délai imparti. De tels droits peuvent être exigés même si aucun droit annuel ne doit être versé à la Régie. Par exemple, la Régie pourrait prévoir par règlement des droits pour le retard à fournir un rapport d'évaluation actuarielle.

D'ici le 1^{er} juillet 2010, le gouvernement peut prévoir par règlement des dispositions transitoires pour assurer l'application de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et de la *Loi concernant le financement de certains régimes de retraite*. Ces dispositions transitoires pourraient s'appliquer rétroactivement au 13 décembre 2006.

Rédactrice : Carole D'Amours

Ce document est disponible sur notre site Web.

The English version is available on our Web Site.

Pour plus de renseignements, adressez-vous au :

Responsable de l'information
Direction des régimes de retraite
Régie des rentes du Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9

Téléphone : 418 643-8282
Télécopieur : 418 643-7421
Internet : www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes
Québec

